

Pressions, menace, assassinat: en Grèce, le journalisme à rude épreuve

6-7 minutes

Au rapport

Article réservé aux abonnés

Depuis le retour au pouvoir de la droite en 2019, la liberté de la presse s'est considérablement «détériorée», déplorent plusieurs organisations.

Un «*climat pesant pour le journalisme indépendant*», une «*situation alarmante*», des «*pressions*» voire des «*menaces*» à l'encontre des journalistes : en Grèce, l'atmosphère continue de s'alourdir pour les professionnels de l'information, déplore un rapport publié cette semaine par le Centre européen pour la liberté des médias et la presse, en coopération avec plusieurs organisations – Reporters sans frontières, la Fédération européenne des journalistes, Media Freedom Rapid Response. A l'unisson, toutes dénoncent une «*détérioration de la liberté de la presse*» depuis la victoire en 2019 de Nea Dimokratia (ND, Nouvelle Démocratie) le parti de droite majoritaire au Parlement, qui est obsédé par le «*contrôle du message*» et la «*minimisation des voix critiques dissidentes*.»

«*Le rapport porte atteinte à la fois à la presse grecque et à ses responsables, ainsi qu'aux institutions de notre pays*», a réagi le porte-parole du gouvernement Yannis Economou. Pour lui, «*la Grèce est un pays européen régi par l'état de droit et l'indépendance de la presse est garantie par la Constitution. Le pluralisme et la liberté d'expression et de critique sont une pratique quotidienne*». Plusieurs signaux, pourtant, inquiètent les organisations. Comme le fait que les journalistes rencontrent des difficultés pour réaliser des reportages [sur les questions migratoires](#) ou les manifestations. Ou que l'enquête judiciaire sur l'assassinat, au printemps 2019, [du journaliste](#) Giórgos Karaïváz, n'avance pas. Ce qui «*créé de la défiance envers la capacité ou la volonté du gouvernement de protéger la communauté journalistique*», notent les auteurs du rapport.

Empêcher le travail d'enquête

Comment la Grèce en est-elle arrivée là ? La polarisation du paysage médiatique – une constante dans l'histoire du pays – s'est renforcée après la parenthèse de gauche au gouvernement, entre janvier 2015 et juillet 2019. Dès son accession au pouvoir, ND entre dans une «*logique de remise en place de l'ordre médiatique ancien*», souligne Nikos Smyrnaiois, chercheur à l'université de Toulouse. La première loi votée par le parti de droite, en juillet 2019, consiste ainsi à faire passer l'agence de presse nationale et les radios et [télévisions publiques](#) sous le contrôle direct [du Premier ministre Kyriákos Mitsotákis](#).

En à peine trois ans, le gouvernement s'est doté d'un véritable arsenal juridique restreignant la liberté de la presse. En novembre, une loi sur les fake news a été adoptée, qui pénalise les personnes propageant des «*fausses informations*» susceptibles d'inquiéter le public ou de détériorer «*la confiance dans l'économie nationale, les capacités de la défense nationale ou la santé publique*». La semaine dernière, une étape supplémentaire a été franchie au Parlement : le pouvoir de contrôler les «*dérives*» supposées des médias est confié au Conseil supérieur de l'audiovisuel grec, également chargé de contrôler la presse écrite. Les journaux et directeurs de publication lui sont redevables d'amendes. Tout semble mis en œuvre pour empêcher le travail d'enquête.

Le journaliste Kóstas Vaxevánis le sait bien. A la tête du magazine d'investigation *Dokumento*, il a été poursuivi en 2012 pour avoir publié la liste Lagarde qui comportait les noms des riches fortunes grecques réalisant de l'évasion fiscale en Suisse. Aujourd'hui, il est traîné devant les tribunaux pour avoir révélé l'affaire Novartis, une histoire de pots-de-vin versés à des personnalités politiques et médecins pour augmenter le prix des médicaments. *«Je suis accusé de complot. Mais dans cette affaire, certains ont fourni de faux témoignages et ne sont pas condamnés. Certains ministres ont été impliqués, mais ils ne sont pas poursuivis»*, dit-il à *Libération*.

Dérive à la hongroise

En janvier en effet, la commission spéciale du Parlement, compétente pour enquêter sur les personnalités politiques mises en accusation, a conclu à l'innocence de tous les responsables politiques et l'affaire a été classée. Le Premier ministre a salué ce verdict et promis que *«les auteurs de ce complot»* rendraient des comptes devant la justice. *«Ce ne sont pas des journalistes, mais un gang. Ce n'est pas la liberté de la presse, mais la liberté d'assassiner des personnalités politiques»*, a martelé Mitsotákis.

Le chef du gouvernement conservateur avait également dans son viseur la journaliste Gianna Papadakou poursuivie pour ses publications sur ce que les Grecs ont baptisé le «scandale Novartis». Une affaire de corruption qui ressemble étroitement à celle révélée aux Etats-Unis, mêlant pots-de-vin et surfacturation. Attaqué par le ministère américain de la Justice, le groupe pharmaceutique suisse a consenti, en juillet 2020, à verser près de 325 millions de dollars (291 millions d'euros) pour mettre fin aux poursuites. Mais en Grèce, il ne fait pas bon le signaler.

Le député européen du parti ND, Giorgos Kyrtos, en a fait les frais. *«J'ai indiqué au gouvernement qu'il se trompait de cible dans l'affaire Novartis. J'ai aussi critiqué les pressions faites sur les médias grecs par le gouvernement, notamment des pressions financières. J'ai été exclu du parti»*, explique-t-il. Il ajoute : *«Mon cas personnel montre que le gouvernement essaye de contrôler les médias, jusqu'à la parole des parlementaires de son bord ! C'est de pire en pire.»* Une aggravation que confirme le chercheur Nikos Smyrniaios : *«Le rapport dessine en creux une tendance globale en Europe à la contraction et au raidissement des conditions d'exercice de la liberté d'expression et du métier de journaliste. C'est exacerbé en Grèce, qui est à la limite de [l'illibéralisme du Hongrois Viktor Orbán](#).»*